

VOTRE DECLARATION 2483

MODE D'EMPLOI



 FAF.TT

SOMMAIRE

I.	Renseignements relatifs à l'année	7
II.	Cadre A - Nombre mensuel moyen de salariés	7
III.	Cadre B - Nombre de salariés, de stagiaires et d'heures de stage de formation	7
IV.	Consultation des représentants du personnel.....	10
V.	Mode de paiement.....	10
VI.	Cadre C - Détermination de l'assiette et du taux de participation	11
VII.	Cadre D - Financement du CIF	11
VIII.	Cadre E - Financement de la professionnalisation et du DIF	12
IX.	Cadre F - Participation au développement de la formation professionnelle continue	13
X.	Cadre G - Financement du CIF des personnes titulaires d'un CDD	21
XI.	Cadre H - Versements au Trésor public incombant à l'employeur	22
XII.	Cadre I - Calcul des excédents reportables.....	23



En remplissant la déclaration fiscale 2483, vous attestez auprès du centre des impôts ou de la Direction des grandes entreprises (DGE), du versement obligatoire des contributions dues au titre de la formation professionnelle continue 2013 que vous avez en principe opéré auprès du FAF.TT avant le 1er mars 2014 (contributions plan de formation, professionnalisation et DIF, et, selon le cas, CIF, CIF-CDD). Cette déclaration permet également d'expliciter la manière dont vous avez utilisé le "solde" destiné à financer directement la formation de vos salariés et d'obtenir des statistiques consolidées au niveau national sur les formations financées.

QUI DOIT LA REMPLIR ?

La 2483 (imprimé Cerfa n° 11168*14) est une déclaration à déposer, chaque année, **par les employeurs de 10 salariés et plus l'année ou la fraction d'année où l'activité est exercée**. Toutefois, les entreprises qui ont atteint le seuil de 10 salariés au cours de l'année 2011, 2012 ou encore 2013 n'ont pas à remplir cette déclaration, sauf par exception :

- Les entreprises ayant franchi le seuil de 10 salariés dès la première année d'activité ;
- Les entreprises dont l'accroissement d'effectif résulte de la reprise ou de l'absorption d'une entreprise ayant employé 10 salariés ou plus au cours de l'une des trois années précédentes.

OU ET QUAND LA DEPOSER ?

La déclaration 2483 doit être **déposée au plus tard le deuxième jour ouvré qui suit le 1^{er} mai, soit le 5 mai 2014**, en 2 exemplaires au service des impôts des entreprises du lieu de souscription de la déclaration de résultat, ou à la Direction des Grandes Entreprises le cas échéant. En principe, une seule déclaration est à remplir pour l'ensemble des établissements secondaires de l'entreprise. Le défaut de déclaration ainsi que la production d'une déclaration tardive ou inexacte entraînent l'application de sanctions (amendes fiscales, majoration...).

COMMENT SE LA PROCURER ?

En principe, l'imprimé fiscal 2483 est adressé avec sa notice automatiquement par les services des impôts en même temps que la liasse fiscale. Si votre entreprise n'a pas reçu l'imprimé, elle peut s'en procurer un exemplaire auprès du service des impôts ou sur le site du ministère des finances www.impots.gouv.fr. Vous pouvez également l'éditer au moyen de procédés informatiques (imprimante laser par ex.) à l'aide d'un logiciel agréé.

DE QUELS DOCUMENTS SE MUNIR POUR LA COMPLETER ?

- Déclaration des salaires DADSU 2013
- Reçu libératoire du FAF.TT
- Reçus libératoires des autres organismes au titre des autres versements (autres OPCA, CCI, organisme de formation pour les formations des demandeurs d'emploi...)
- Conventions de formation, bons de commandes ou factures au titre des actions de formation, bilans de compétences et validation des acquis de l'expérience
- Procès-verbaux de consultation du comité d'entreprise ou procès-verbaux de carence justifiant du respect de l'obligation de consultation du comité d'entreprise sur les questions de formation
- Déclarations 2483 déposées au titre des exercices 2010, 2011 et 2012...

QUELQUES PARTICULARITES

Début d'activité

La période considérée correspond à la fraction de l'année 2013 où l'employeur a occupé un nombre mensuel moyen de salariés au moins égal à 10. Cette première déclaration couvrira donc une fraction de l'année 2013 et sera déposée au plus tard le 5 mai 2014.

Cession, cessation d'activité, liquidation ou redressement judiciaire

La période considérée correspond à la fraction de l'année 2013 où l'entreprise est en activité jusqu'à la cession ou la cessation effective. Dans un tel cas, la déclaration doit être déposée à la recette des impôts dans les soixante jours qui suivent la cession, la cessation d'activité, ou le jugement de redressement ou liquidation judiciaire.

En cas de décès de l'employeur, ces déclarations sont déposées dans les six mois qui suivent la date du décès.

Fusion

Chacune des sociétés concernées par la fusion doit établir sa propre déclaration et la déposer dans les soixante jours qui suivent la fusion. Cette déclaration retrace la période comprise entre le 1er janvier 2013 et la date de fusion. La société nouvellement créée produira quant à elle une déclaration au plus tard le 3 mai 2014 pour la période restant à courir.

Fusion-absorption

La ou les sociétés absorbées produisent une déclaration pour la période s'étendant du 1er janvier à la date de fusion, et la déposent au receveur des impôts compétent dans les soixante jours suivant la cession. La société absorbante produit une déclaration pour l'année complète, en y ajoutant, à partir de la date de fusion, effectifs et quote-part de la participation des sociétés absorbées.





N° 11168 * 16
Formulaire obligatoire
en vertu des art. 235 ter J du CGI
et L. 6331-32 du Code du travail

PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
(Employeurs ayant au moins dix salariés)

N° 2483

@internet-DGFP

Direction générale
des finances publiques

Délégation générale
à l'emploi et à la
formation professionnelle

Jours et heures
de réception du service

Adresse de ce service
où cette déclaration
doit être déposée

Identification du destinataire

Adresse du déclarant
(quand celle-ci est différente
de l'adresse du destinataire)

SIE

N° de dossier

Clé

Régime

Code Service

Code DGEFP

N° SIRET

Code
activité

Rayez les mentions qui ne correspondent
plus à la situation exacte de l'entreprise
(dénomination, adresse, SIRET, activité) et
signaler ci-contre le changement intervenu.

REMARQUE : Lire attentivement la notice n° 2483-NOT avant de remplir la présente déclaration qui doit être envoyée en deux exemplaires au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai, soit le 5 mai 2014. Pour votre information, ces déclarations n° 2483 sont disponibles auprès de votre service des impôts des entreprises (SIE) et sur le site : www.impots.gouv.fr

A NOMBRE MENSUEL MOYEN DE SALARIÉS AU COURS DE L'ANNÉE OU DE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 1

B NOMBRE DE SALARIÉS, DE STAGIAIRES ET D'HEURES DE STAGES DE FORMATION POUR 2013

	Nombre total de salariés au 31/12/2013		Nombre de salariés en formation en 2013 y compris les salariés ayant bénéficié d'un DIF d'un bilan de compétence ou d'une VAE. Se reporter à la notice		Nombre d'heures de formation en 2013 y compris les salariés ayant bénéficié d'un DIF d'un bilan de compétence ou d'une VAE. Se reporter à la notice	Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation au titre du droit individuel à la formation en 2013	Nombre d'heures de formation consommées au titre du droit individuel à la formation en 2013	Nombre d'heures ouvertes au titre du droit individuel à la formation au 31/12/2013
	Hommes (a)	Femmes (b)	Hommes (c)	Femmes (d)	(e)	(f)	(g)	(h)
Ouvriers	2							
Employés	3							
Techniciens, agents de maîtrise	4							
Cadres	5							
Total	6							

Nombre de salariés ayant bénéficié d'une période de professionnalisation	7
Durée des actions liées aux périodes de professionnalisation (nombre total d'heures)	8
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une allocation de formation	9
Nombre d'heures financées au titre d'une allocation de formation	10
Nombre de bilans de compétence financés en totalité par l'employeur	11
Nombre d'actions de validation des acquis de l'expérience financées en totalité par l'employeur	12

Pour les employeurs occupant au moins cinquante salariés : (cocher une case)
☐ J'atteste sur l'honneur détenir les procès-verbaux justifiant du respect de l'obligation prévue à l'article L. 6331-12 du Code du travail
☐ Je ne peux justifier du respect de l'obligation prévue à l'article L. 6331-12 du Code du travail (renseigner la ligne 23 du cadre H)

MODE DE PAIEMENT (mettre une croix dans la case utile)

☐ En numéraire ☐ Par virement ☐ Par chèque bancaire

À :, le

Signature :

**RÉSERVÉ
À L'ADMINISTRATION**

Date de réception :

Penalités	Taux %		Taux %
	Taux %		Taux %
	Taux %		Taux %
	Somme		Date :
		N° PEC :	
		N° d'opération Medoc :	

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.



Identification
de l'entreprise

Cadre A

Cadre B

Consultation
du CE

Mode de
paiement

(Pour les cadres de cette page, arrondir, le cas échéant, les sommes à l'euro le plus proche - Ne pas inscrire les centimes)

Cadre C
Taux de participation

Cadre D
Financement du CIF

Cadre E
Financement de la professionnalisation

Cadre F
Participation à la formation professionnelle continue

Cadre G
Financement du CIF CDD

Cadre H
Versement au Trésor Public

Cadre I
Excédents reportables

C	DÉTERMINATION DE L'ASSIETTE ET DU TAUX DE LA PARTICIPATION			
Montant des rémunérations versées au cours de l'année ou de la période			1	
Taux de participation au développement de la formation professionnelle continue (<u>cas général</u> : employeurs de 10 à moins de 20 salariés : 1,05 % ; d'au moins 20 salariés : 1,6 % ; <u>cas particulier</u> : entreprises de travail temporaire et franchissement de seuil, cf. notice)			2	
D	FINANCEMENT DU CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION			
Taux de participation au congé individuel de formation (voir notice)			3	
Montant de la participation : (ligne 1 x ligne 3)			4	
Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation			5	
Insuffisance éventuelle : [(ligne 4) - (ligne 5)] (à reporter ligne 24)			6	
E	FINANCEMENT DE LA PROFESSIONNALISATION ET DU DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)			
Taux de participation à la professionnalisation et au droit individuel à la formation (voir notice)			7	
Montant de la participation : (ligne 1 x ligne 7)			8	
Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre des contrats et périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation			9	
Insuffisance éventuelle : [(ligne 8) - (ligne 9)] (à reporter ligne 21)			10	
F	PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE			
Montant de la participation : (ligne 1 x ligne 2)			11	
Dépenses de formation interne			a	
Dépenses de formation externe dont : - conventions et factures de formation - conventions de bilans de compétences - conventions de validation des acquis de l'expérience			b	
Rémunérations de bénéficiaires de formations, de bilans de compétences, ou de validation des acquis de l'expérience			c	
Allocations de formations versées			d	
Versements aux organismes collecteurs paritaires agréés au titre du CIF, au titre de la professionnalisation et du DIF (total des lignes 5 et 9)			e	
Versements à un organisme collecteur agréé au titre de la professionnalisation, au bénéfice du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et imputé sur le plan de formation			f	
Autres versements à un organisme collecteur paritaire agréé (plan de formation)			g	
Autres versements, financements ou dépenses			h	
Subventions publiques effectivement perçues en 2013			i	
Montant total des dépenses effectivement consenties (a + b + c + d + e + f + g + h - i)			12	
S'il s'agit d'un excédent de dépenses, différence (12) - (11), à inscrire en (13)			13	
S'il s'agit d'une insuffisance de dépenses, différence (11) - (12), à inscrire en (14)			14	
Montant des excédents reportables de 2010, 2011 et 2012 (total du cadre I ci-dessous)			15	
Différence (14) - (15) à inscrire sur cette ligne, si (14) est supérieur à (15), sinon chiffre 0 (à reporter ligne 24)			16	
G	FINANCEMENT DES CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION DES TITULAIRES DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE (CDD)			
Montant des rémunérations versées aux titulaires de CDD			17	
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : (ligne 17 x 1 %)			18	
Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (CIF)			19	
Insuffisance éventuelle : [(ligne 18) - (ligne 19)] (à reporter ligne 24)			20	
H	VERSEMENTS AU TRÉSOR PUBLIC INCOMBANT À L'EMPLOYEUR			
Insuffisance de participation au financement de la professionnalisation et du DIF (report ligne 10) (H01)			21	
Versement de régularisation suite à résorption de conventions de formation échues au 31 décembre 2013			22	
Versement pour défaut de consultation du comité d'entreprise (ligne 11 x 50 %) (H02)			23	
Insuffisance de versement au bénéfice du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et imputable sur le plan de formation			23 ^{sa}	
Total de l'insuffisance de participation [report de la ligne 6 + report de la ligne 16 + (report de la ligne 20 x 2)]			24	
Total du versement à effectuer au Trésor public : lignes 21 à 24			25	
I	EXCÉDENTS REPORTABLES (voir notice)			
Année d'origine des excédents de dépenses		Excédents de dépenses reportables sur la participation de l'année 2012	Excédents de dépenses mentionnés colonne 2 effectivement imputés sur la participation de l'année 2012	Sommes restant à imputer sur la participation de l'année 2013 (col. 2 - col. 3)
1		2	3	4
2010		a)	c)	
2011		b)	d)	
2012		»	»	e)
			TOTAL	

I. Renseignements relatifs à l'année

Les informations retranscrites dans la déclaration portent sur la période d'activité effective. Si votre entreprise a eu une activité sur toute l'année 2013, vous ne devez rien inscrire dans cette zone. Toutefois, en cas de cessation d'activité au cours de l'année ou de démarrage de l'activité en cours d'année, renseignez la mention.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ANNÉE 2013 OU À LA PÉRIODE DU AU

Inscrire dans la déclaration 2483 les informations relatives à l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre 2013) et non à l'année comptable (clôture de l'exercice).

II. Cadre A - Nombre mensuel moyen de salariés

Ce cadre retrace le nombre mensuel moyen de salariés que l'entreprise a occupé au cours de l'année ou de la période de référence. Ce nombre servira à déterminer le taux de participation applicable à l'entreprise.

A NOMBRE MENSUEL MOYEN DE SALARIÉS AU COURS DE L'ANNÉE OU DE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 1

Référez-vous au mode d'emploi des contributions 2013 pour déterminer les salariés inclus dans l'effectif de l'entreprise ou le bordereau de versement FAF.TT 2014 où vous avez en principe renseigné ces informations.

III. Cadre B - Nombre de salariés, de stagiaires et d'heures de stage de formation

Ce cadre statistique retrace la réalité des effectifs de l'entreprise et les départs en formation des salariés au cours de l'année 2013. Sont prises en compte les seules formations effectivement réalisées ou commencées au cours de l'année civile 2013. Ces informations statistiques n'ont pas d'effet sur votre taux de participation à la formation professionnelle continue.

B	NOMBRE DE SALARIÉS, DE STAGIAIRES ET D'HEURES DE STAGES DE FORMATION POUR 2013							
	Nombre total de salariés au 31/12/2013		Nombre de salariés en formation en 2013 y compris les salariés ayant bénéficié d'un DIF, d'un bilan de compétence ou d'une VAE. Se reporter à la notice		Nombre d'heures de formation en 2013 y compris les salariés ayant bénéficié d'un DIF, d'un bilan de compétence ou d'une VAE. Se reporter à la notice	Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation au titre du droit individuel à la formation en 2013	Nombre d'heures de formation consommées au titre du droit individuel à la formation en 2013	Nombre d'heures ouvertes au titre du droit individuel à la formation au 31/12/2013
	Hommes (a)	Femmes (b)	Hommes (c)	Femmes (d)	(e)	(f)	(g)	(h)
Ouvriers	2							
Employés	3							
Techniciens, agents de maîtrise	4							
Cadres	5							
Total	6							
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une période de professionnalisation 7								
Durée des actions liées aux périodes de professionnalisation (nombre total d'heures) 8								
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une allocation de formation 9								
Nombre d'heures financées au titre d'une allocation de formation 10								
Nombre de bilans de compétence financés en totalité par l'employeur 11								
Nombre d'actions de validation des acquis de l'expérience financées en totalité par l'employeur 12								

ATTENTION

Un même salarié ne peut être comptabilisé qu'une seule fois même s'il a suivi plusieurs formations au cours de l'année 2013. Cependant, chaque heure de formation est comptée autant de fois qu'il y a de stagiaires.

Colonnes a et b : Nombre total de salariés au 31 décembre 2013

Indiquez le nombre de salariés, par sexe et par catégorie socioprofessionnelle, que vous avez occupés à la date du 31 décembre 2013 ou le dernier jour ouvrable de la période d'activité en cas de cession ou de cessation.

ATTENTION

le nombre de salariés s'entend de façon plus large que dans le cadre A. Il faut prendre en compte l'ensemble des salariés au dernier jour ouvrable de 2013 ou de la période d'activité y compris les salariés exclus du décompte de l'effectif (dans le cadre A) pour la détermination des taux de participation à la formation professionnelle de l'entreprise. **Ainsi, les salariés titulaires de contrats de type particulier (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrat unique d'insertion, contrats emploi d'avenir...) sont comptabilisés dans le cadre B.**

Colonnes c et d : Nombre de salariés en formation en 2013

Indiquez, par sexe et par catégorie socioprofessionnelle, dans les lignes 2 à 5 de cette colonne, le nombre de salariés ayant bénéficié d'une prise en charge dans le cadre du plan de formation, des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation, des bilans de compétence et validation des acquis de l'expérience même s'il s'agit d'une action ayant débuté en 2012.

Ne sont pas concernées par ce décompte, les actions au titre des congés individuels de formation, des congés de bilan de compétences ou des congés pour validation des acquis de l'expérience et celles réalisées dans le cadre de contrats de professionnalisation ou en alternance.

Colonne e : Nombre d'heures de formation en 2013

Ventilez, par sexe et par catégorie socioprofessionnelle, le volume d'heures de formation pour l'année 2013 dont ont bénéficié les salariés des colonnes c et d. Ne sont pas concernées les actions au titre du congé individuel de formation (CIF), des contrats de professionnalisation et d'apprentissage, des congés de bilan de compétences ou des congés pour validation des acquis de l'expérience.

Colonne f : Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation au titre du droit individuel à la formation en 2013

Indiquez, par catégorie socioprofessionnelle, le nombre de salariés ayant bénéficié d'une prise en charge au titre du droit individuel à la formation (DIF) en 2013 et indiquez le total en ligne 6.

Colonne g : Nombre d'heures de formation consommées au titre du droit individuel à la formation en 2013

Ventilez, par catégorie socioprofessionnelle, le nombre d'heures de formation consommées dans le cadre du DIF en 2013 par les salariés comptabilisés dans la colonne f et reportez le total en ligne 6.

Colonne h : Nombre d'heures ouvertes au titre du droit individuel à la formation au 31 décembre 2013

Indiquez le volume d'heures de formation capitalisées correspondant aux droits acquis par le salarié au titre du DIF et disponible pour une demande de formation. Ces heures figurent sur l'attestation annuelle des droits acquis et disponibles remise au salarié. Au 31 décembre 2013 il comprend ainsi le volume au 31 décembre 2012, augmenté des droits acquis en 2013 et diminué des heures de formation réalisées dans l'année 2013 au titre du DIF.

Pour plus d'informations sur le droit individuel à la formation, consultez notre site internet : http://www.faf.rr/site/c_5042/fr/entreprises/choisir-un-dispositif.

Ligne 7 : Nombre de salariés ayant bénéficié d'une période de professionnalisation

Indiquez le nombre de salariés ayant bénéficié d'une période de professionnalisation qui s'est déroulée sur tout ou partie de l'année 2013.

Ligne 8 : Durée des actions liées aux périodes de professionnalisation (nombre total d'heures)

Totalisez les heures des actions d'accompagnement, d'évaluation et d'enseignement dispensées en 2013 aux salariés de la ligne 7.

Pour plus d'informations sur la période de professionnalisation, consultez notre site internet : http://www.faftt.fr/site/c_5042/fr/entreprises/choisir-un-dispositif.

Ligne 9 : Nombre de salariés ayant bénéficié d'une allocation de formation

Indiquez le nombre de salariés ayant suivi des heures de formation hors temps de travail et ayant bénéficié à ce titre de l'allocation de formation en 2013.

Ligne 10 : Nombre d'heures financées au titre de l'allocation de formation

Totalisez les heures de formation suivies hors temps de travail par les salariés de la ligne 9 (DIF, plan ou période de professionnalisation) et ayant donné lieu au versement de l'allocation de formation en 2013.

Ligne 11 : Nombre de bilans de compétences financés en totalité par l'employeur

Indiquez le nombre de bilans de compétences financés **intégralement** par l'entreprise en 2013 à l'exclusion de ceux ayant fait l'objet d'une prise en charge financière par un OPCA, un FONGECIF ou autre.

Pour plus d'informations sur les bilans de compétences, consultez notre site internet : http://www.faftt.fr/site/c_5017/fr/particuliers/connaitre-vos-droits.

Ligne 12 : Nombre d'actions de validation des acquis de l'expérience financées en totalité par l'employeur

Indiquez le nombre d'actions de validation des acquis de l'expérience financées **intégralement** par l'entreprise en 2013 à l'exclusion de ceux ayant fait l'objet d'une prise en charge financière par un OPCA, un FONGECIF ou autre.

Pour plus d'informations sur la validation des acquis de l'expérience, consultez notre site internet : http://www.faftt.fr/site/c_5017/fr/particuliers/connaitre-vos-droits



IV. Consultation des représentants du personnel

Les employeurs d'au moins 50 salariés doivent, dans leur déclaration fiscale 2483, attester sur l'honneur avoir satisfait à leur obligation de consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel sur :

- les orientations générales de l'entreprise en matière de formation,
- le bilan des actions réalisées l'année précédente et l'année en cours,
- le projet de plan de formation pour l'année à venir.

Ces consultations sont obligatoires et doivent respecter un calendrier fixé par le Code du travail. Le non-respect des consultations obligatoires (y compris la consultation sur les orientations générales de la formation) expose l'entreprise à une majoration de 50 % de la participation au financement de la formation continue à verser au trésor public.

ATTENTION

Cette sanction peut notamment être prononcée en cas de non-respect des dates de consultation, de non-remise des documents énumérés par le Code du travail, de non-signature des procès-verbaux de réunion ou s'il ressort de ces procès-verbaux que les représentants du personnel n'ont pas été réellement « consultés » et mis en situation d'émettre un « avis ».

Pour plus d'informations sur consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel consultez notre mode d'emploi : http://www.faftt.fr/site/tt1_12696/fr/entreprises/le-plan-de-formation

V. Mode de paiement

Vous pouvez être amené à faire un versement au Trésor Public dans les cas suivants :

- insuffisance de participation à la formation professionnelle continue ou FPSPP ;
- défaut de consultation du comité d'entreprise ;
- obligation de versement pour régularisation suite à résorption de conventions de formation pluriannuelles échues au 31 décembre 2013.

Le montant du versement est déterminé en ligne 25 du cadre H.

A la fin de la page 1 indiquez, si nécessaire, les modalités de paiement, chèque ou numéraire. Datez et signez le bordereau avant de l'adresser à l'administration fiscale.

VI. Cadre C - Détermination de l'assiette et du taux de participation

C DÉTERMINATION DE L'ASSIETTE ET DU TAUX DE LA PARTICIPATION	
Montant des rémunérations versées au cours de l'année ou de la période	1
Taux de participation au développement de la formation professionnelle continue (<u>cas général</u> : employeurs de 10 à moins de 20 salariés : 1,05% ; d'au moins 20 salariés : 1,6% ; <u>cas particulier</u> : entreprises de travail temporaire et franchissement de seuil, cf. notice)	2

Ligne 1 : Montant des rémunérations versées au cours de l'année

Renseignez le montant global des salaires versés au cours de l'année 2013.

Pour déterminer la masse salariale globale annuelle brute, il suffit de reprendre l'assiette des cotisations de sécurité sociale (figurant dans la N4DS - ex. DADSU) 2013 en y ajoutant les rémunérations versées aux VRP multiscartes et en déduisant les rémunérations des intermittents du spectacle (entreprises relevant de l'AFDAS).

Pour plus d'informations sur la masse salariale, consultez notre site internet : [www.faftt.fr/Entreprises/Votre contribution](http://www.faftt.fr/Entreprises/Votre_contribution).

ATTENTION

L'alignement sur l'assiette des cotisations de sécurité sociale ne conduit pas à appliquer les dispositifs de réduction ou d'exonération spécifiques à ces conditions qui sont sans incidence sur l'assiette de la participation

Ligne 2 : Taux de participation à la formation professionnelle continue

Renseignez le taux légal de participation à la formation professionnelle continue applicable à l'entreprise pour l'année 2013. Ce taux varie selon l'effectif de l'entreprise ou des effets de lissage pour franchissement des seuils de 10 ou/et 20 salariés :

- 1,35 % pour les entreprises de travail temporaire de 10 à 19 salariés ;
- 2 % pour les entreprises de travail temporaire de 20 salariés et plus.

En cas de franchissement de seuil, reportez-vous au mode d'emploi des contributions 2013 ou sur notre site internet [www.faftt.fr/Entreprises/Votre contribution](http://www.faftt.fr/Entreprises/Votre_contribution).

VII. Cadre D Financement du CIF

Ce cadre retrace la détermination du montant de la participation au titre du congé individuel de formation (CIF) 2013 à verser à cet effet en intégralité au FAF.TT avant le 1er mars 2014.

Cette obligation fiscale concerne uniquement les entreprises ayant 20 salariés et plus.

D FINANCEMENT DU CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION	
Taux de participation au congé individuel de formation (voir notice).....	3
Montant de la participation : (ligne 1 x ligne 3)	4
Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation	5
Insuffisance éventuelle : [(ligne 4) – (ligne 5)] (à reporter ligne 24)	6

Ligne 3 : Taux de participation au congé individuel de formation

Le taux de participation des entreprises de travail temporaire de 20 salariés et plus au titre du CIF est de 0,30%. Il peut varier en fonction des effets de lissage.

Ligne 4 : Montant de la participation

Le montant de votre versement est obtenu en multipliant la masse salariale annuelle globale 2013 (ligne 1) par le taux de participation au titre du CIF correspondant à votre entreprise (ligne 3).

Ligne 1 x Ligne 3

ATTENTION

Les sommes versées au titre du CIF CDD ne doivent pas être intégrées ici mais à la ligne 19.

Ligne 5 : Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF

Inscrivez le montant du versement figurant sur le reçu libératoire délivré par le FAF.TT. Il s'agit du montant versé au FAF.TT au titre de la contribution CIF 2013 avant le 1^{er} mars 2014.

Ligne 6 : Insuffisance éventuelle

Cette ligne permet de calculer l'éventuelle insuffisance de versement de votre participation au titre du CIF par la soustraction ligne 4 – ligne 5. Si vous constatez une insuffisance, reportez la en ligne 24 du cadre H « Versement au Trésor Public ».

L'absence de versement ou le versement insuffisant au FAF.TT entraîne la majoration de la contribution de l'insuffisance constatée.

VIII. Cadre E - Financement de la professionnalisation et du DIF

Ce cadre permet de déterminer le montant de la contribution destinée au financement des contrats et des périodes de professionnalisation ainsi que du DIF permanent à verser en intégralité au FAF.TT à cet effet avant le 1er mars 2014 au titre de la contribution 2013.

E	FINANCEMENT DE LA PROFESSIONNALISATION ET DU DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)	
	Taux de participation à la professionnalisation et au droit individuel à la formation (voir notice)	7
	Montant de la participation : (ligne 1 x ligne 7)	8
	Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre des contrats et périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation	9
	Insuffisance éventuelle : [(ligne 8) – (ligne 9)] (à reporter ligne 21)	10

Ligne 7 : Taux de participation à la professionnalisation et au droit individuel à la formation

Le taux de participation des entreprises de 10 salariés et plus au titre de la professionnalisation varie selon l'effectif et les effets de lissage:

- 0,15 % de la masse salariale pour les entreprises de 10 à 19 salariés ;
- 0,50 % de la masse salariale pour les entreprises de 20 salariés et plus.

En cas de franchissement de seuil, reportez-vous au mode d'emploi des contributions 2013 ou sur notre site internet [www.faftt.fr/Entreprises/ Votre contribution](http://www.faftt.fr/Entreprises/Votre%20contribution).

Ligne 8 : Montant de la participation

Le montant du versement est obtenu en multipliant la masse salariale annuelle globale 2013 (ligne 1) par le taux de participation au titre de la professionnalisation correspondant à votre entreprise (ligne 7).

Ligne 1 x Ligne 7

Ligne 9 : Versement à un organisme paritaire agréé au titre de la professionnalisation et du DIF

Inscrivez le montant du versement (professionnalisation) figurant sur votre reçu libératoire. Il s'agit du montant versé au FAF.TT au titre de la contribution de la professionnalisation 2013 avant le 1^{er} mars 2014.

Ligne 10 : Insuffisance éventuelle

Cette ligne permet de calculer l'éventuelle insuffisance de versement de votre participation au titre de la professionnalisation par la soustraction ligne 8 – ligne 9. Si vous constatez une insuffisance, reportez la en ligne 21 du cadre H « Versement au Trésor Public ».

Ligne 8 - Ligne 9

L'absence de versement ou le versement insuffisant au FAF.TT entraîne la majoration de la contribution de l'insuffisance constatée.

IX. Cadre F - Participation au développement de la formation professionnelle continue

Ce cadre retrace la détermination du montant de la participation à la formation professionnelle ainsi que l'ensemble des dépenses de formation effectuée par l'entreprise en 2013. Si l'entreprise a versé la totalité de son obligation au titre du plan de formation au FAF.TT, il lui suffit d'inscrire les montants figurant sur son reçu libératoire dans les lignes f et g. Dans le cas contraire, elle doit justifier dans ce cadre de l'utilisation de la différence.

A NOTER

Seules sont imputables sur la participation à la formation professionnelle continue, les dépenses engagées dans le cadre du plan de formation, du DIF ou des congés de formation en vue de financer des actions de formation relevant du champ de la formation professionnelle continue (actions d'adaptation et de développement des compétences, de promotion, de prévention, de perfectionnement des connaissances, actions de formation relatives à l'économie et à la gestion de l'entreprise, actions de lutte contre l'illettrisme...).

Ces actions financées dans le cadre du plan de formation doivent être organisées par l'entreprise elle-même ou des organismes de formation extérieurs.

F PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	
Montant de la participation : (ligne 1 x ligne 2)	11
Dépenses de formation interne.....	a
Dépenses de formation externe dont :	b
- conventions et factures de formation	
- conventions de bilans de compétences	
- conventions de validation des acquis de l'expérience	
Rémunérations de bénéficiaires de formations, de bilans de compétences, ou de validation des acquis de l'expérience.....	c
Allocations de formations versées.....	d
Versements aux organismes collecteurs paritaires agréés au titre du CIF, au titre de la professionnalisation et du DIF (total des lignes 5 et 9)	e
Versements à un organisme collecteur agréé au titre de la professionnalisation, au bénéfice du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et imputé sur le plan de formation	f
Autres versements à un organisme collecteur paritaire agréé (plan de formation)	g
Autres versements, financements ou dépenses	h
Subventions publiques effectivement perçues en 2013	i
Montant total des dépenses effectivement consenties (a + b + c + d + e + f + g + h - i)	12
S'il s'agit d'un excédent de dépenses, différence (12) - (11), à inscrire en (13).....	13
S'il s'agit d'une insuffisance de dépenses, différence (11) - (12), à inscrire en (14)	14
Montant des excédents reportables de 2010, 2011 et 2012 (total du cadre I ci-dessous)	15
Différence (14) - (15) à inscrire sur cette ligne, si (14) est supérieur à (15), sinon chiffre 0 (à reporter ligne 24)	16

Ligne 11 : Montant de la contribution totale à la formation professionnelle continue

Multipliez la masse salariale globale figurant en ligne 1 par le taux global de participation à la formation professionnelle continue défini en ligne 2. Le montant ainsi obtenu est reporté en ligne 11.

Ligne a : Dépenses de formation interne

La formation est dite « interne » lorsqu'elle est conçue et réalisée par une entreprise pour son personnel, avec ses propres ressources en personnel et en logistique, son matériel, ses moyens pédagogiques. L'entreprise arrête la conception de l'action de formation et conserve la maîtrise directe de son organisation pédagogique et de son déroulement matériel. La formation interne peut se dérouler dans les locaux de l'entreprise ou à l'extérieur de celle-ci. Dans le cadre de cette formation interne, l'entreprise peut déduire de sa participation toutes les dépenses engagées en 2013 à l'occasion d'actions de formation interne.

Pour être qualifiée d'imputable, l'action de formation doit respecter certaines conditions. Pour en savoir plus, consultez [la fiche pratique sur notre site](#).

Frais de personnel formateur

Ces frais correspondent à la rémunération brute du formateur salarié que vous avez mobilisé. Le personnel formateur peut exercer cette activité à temps plein ou n'avoir qu'une partie de son temps de travail en qualité de formateur au sein de l'entreprise. L'activité à temps partiel imputée en formation est alors proratisée.

Salarié formateur	Le formateur interne exerce exclusivement une activité de formation (à temps plein ou à temps partiel)	Le formateur interne exerce également une activité distincte de production dans l'entreprise	Le formateur interne cumule son activité de formateur avec d'autres fonctions liées à l'organisation ou à l'administration de la formation
Caractéristiques	Salarié recruté exclusivement pour former le personnel. Souvent et notamment lorsqu'il s'agit d'un besoin ponctuel, l'entreprise a recours à un formateur extérieur occasionnel, via un CDD	Salarié qui exerce une activité de production mais qui est amené occasionnellement à former le personnel	Salarié qui gère les questions administratives liées à la formation mais qui est amené occasionnellement à former le personnel
Exemples	Formateur occasionnel	Ingénieur, directeur des ressources humaines, juriste, etc.	Responsable formation, assistante formation, etc.
Prise en compte de la rémunération du temps passé à la préparation de la formation	Rémunération imputable , si le contrat de travail stipule que le temps de préparation se fait sur le temps de travail. Rémunération non imputable , lorsque le CDD a pour seul objet l'animation d'une session de formation	Rémunération non imputable	Rémunération imputable
Prise en compte de la rémunération du temps passé à former le personnel	Rémunération annuelle imputable en totalité	Rémunération imputable au prorata des seules heures de face à face pédagogiques (Salaire annuel x durée de la formation hors préparation) / Durée annuelle du travail	Rémunération annuelle imputable en totalité

Il est également possible de faire appel, pour une animation ponctuelle et de courte durée, à un intervenant extérieur qui assure la responsabilité pédagogique de l'intervention (l'entreprise gardant la maîtrise de l'organisation et du déroulement de l'action). Dans ce cas précis, l'entreprise conclut avec ce formateur un contrat de prestation de service d'enseignement (CDD). Le coût de cette sous-traitance doit être alors pris en compte sur cette ligne.

Exemple : Un responsable de recrutement travaille habituellement 2 000 heures par an pour une rémunération annuelle (toutes charges incluses) de 40 000 €. Il anime au cours de l'année 2013 une formation interne de 30 heures ayant nécessité 40 heures de préparation. Il est possible d'imputer :

$$\frac{\text{Salaire annuel} \times \text{durée de la formation (hors préparation)}}{\text{Durée annuelle du travail}} = \frac{40\,000 \text{ €} \times 30 \text{ h}}{2\,000 \text{ h}} = 600 \text{ €}$$

frais de personnel non formateur

Seules les rémunérations versées au personnel qui exerce **exclusivement** des activités liées à l'organisation et à l'administration des actions de formation sont imputables (responsable formation, assistant ou secrétaire du service formation...). La rémunération est à prendre en compte dans sa totalité.

Exemple : Le responsable formation, dont la rémunération annuelle (toutes charges incluses) s'élève à 60 000 €, est également responsable du recrutement. Le service formation comprend également :

- une assistante de formation à temps partiel dont la rémunération annuelle s'élève à 12 000 € et qui occupe un emploi d'assistante du personnel dans une autre entreprise,
- une secrétaire exclusivement dédié au service formation dont la rémunération annuelle s'élève à 17 000 €.

L'entreprise peut imputer la rémunération de l'assistante et de la secrétaire, mais non celle du responsable formation, soit : 12 000 + 17 000 = 29 000 €.

Les dépenses déductibles pour frais de personnel formateur et non formateur comprennent :

- le montant brut des rémunérations avant déduction des charges salariales ;
- les charges patronales légales (cotisations de sécurité sociale et assurances chômage, retraite complémentaire AGIRC et ARRCO dans la limite des taux minima obligatoires) ;
- les charges légales assises sur ces rémunérations qui comprennent :
 - la part patronale des cotisations retraites (limitée aux taux minimums obligatoires) ;
 - les cotisations d'assurance chômage ;
 - les cotisations au titre de la garantie des créances des salariés en cas de liquidation ou redressement judiciaire ;
 - les obligations assises sur les salaires versés (taxe d'apprentissage, participation au financement de la formation continue, participation à l'effort de construction, versements relatifs aux transports, « 1% logement »...).

REMARQUE

Sont exclues les charges conventionnelles versées notamment au titre des cotisations afférentes aux mutuelles, contrats d'assurance groupe, tickets restaurant, etc.

Dépenses liées à l'organisation de la formation

Pour que ces frais soient pris en compte dans la ligne a, ils doivent :

- avoir un lien direct avec le déroulement d'une action de formation ou avec un groupe d'actions de formation mises en œuvre régulièrement par l'entreprise, ou, le cas échéant, en lien avec le fonctionnement du centre de formation de l'entreprise ;
- constituer une charge supplémentaire pour l'entreprise (charge qu'elle n'aurait pas supportée si l'action n'avait pas été organisée) ;
- être exclusivement utilisés pour les actions de formation dispensées (et non une utilisation pour la production et la formation).

Ces dépenses comprennent :

- les frais de location et d'entretien des locaux et du mobilier affectés à la formation (les dépenses d'équipement en matériel utilisé à des fins de formation et d'acquisition, de construction ou d'aménagement de locaux affectés à la formation sont imputables au prorata de l'annuité d'amortissement, calculée comme en matière fiscale).
- les frais de fonctionnement pédagogique des actions (achats d'ouvrages, location ou réparation de matériel pédagogique, fournitures et matières d'œuvre exclusivement utilisées pour la formation...) ;
- les frais d'organisation administrative des actions de formation (dans la limite de 5 % du montant total des frais de rémunération des formateurs et non formateurs) ;
- les frais de transport et d'hébergement des formateurs liés à la réalisation des actions de formation (Ils sont imputables au réel et sur justificatifs ou sur la base des indemnités kilométriques selon le barème pratiqué par l'entreprise).

Ligne b : Dépenses de formation externe

La formation externe est celle pour laquelle l'entreprise a fait appel à un organisme de formation, centre de bilan de compétences ou de validation des acquis de l'expérience, prestataire de la formation. Ces dépenses additionnées peuvent être déclarées, par type de prestation, dans la ligne b, sous réserve qu'un certain nombre de conditions aient été respectées. L'entreprise ne doit reporter que ce qu'elle a réellement dépensé pour financer ces trois actions, déduction faite des prises en charge du FAF.TT.

Pour que ces dépenses soient imputables l'entreprise a :

- fait appel à un prestataire de formation dûment déclaré auprès du préfet de région territorialement compétent (disposant d'un numéro de déclaration d'activité) ;
- respecté les obligations de formalisation de l'achat de prestations (*mentions obligatoires, conventions obligatoires...*).

Lors d'un contrôle de la formation professionnelle, pour justifier de ses dépenses de formation déclarées, l'entreprise doit être en capacité de présenter les conventions de formation ou tripartites correspondantes et leurs justificatifs de réalisation. A défaut, elle risque de se voir opposer un refus de considérer les dépenses de l'entreprise comme libératoires de l'obligation de participation au financement de la formation professionnelle continue

Ligne c : Rémunérations des bénéficiaires de formations, de bilans de compétences ou de validation des acquis de l'expérience

Comptabilisez ici le montant total des rémunérations que vous avez versées, au titre de l'année 2013, pour payer les heures des salariés ayant bénéficié :

- de formations dans le cadre du plan de formation, du droit individuel à la formation, du congé individuel de formation, des périodes de professionnalisation ou encore des contrats de professionnalisation ;
- de bilans de compétences dans le cadre du plan de formation, du droit individuel à la formation, du congé bilan de compétences ;
- de validation des acquis de l'expérience dans le cadre du plan de formation, du droit individuel à la formation, du congé VAE dans la limite néanmoins de 24 heures.

Il s'agit des rémunérations :

- des heures effectuées pendant le temps de travail ;
- prises en charge par votre entreprise, déduction faite de l'intervention du FAF.TT

Les éléments de la rémunération déductibles sur la participation sont identiques à ceux qui s'appliquent aux personnels formateurs et non formateurs. Il faut prendre en compte les rémunérations brutes chargées, c'est-à-dire majorées des cotisations de Sécurité sociale patronales et des charges légales assises sur les rémunérations.

Modalités de calcul des rémunérations à déduire

Vous avez le choix entre trois modes de calcul pour déterminer le montant des rémunérations à déduire. Le choix de l'une des options vaut pour l'ensemble des stagiaires de l'année 2013 :

Méthode n° 1 : Salaire effectivement versé pendant le stage

Vous déduisez uniquement le salaire que le stagiaire a effectivement perçu alors qu'il était absent de son poste de travail pendant la durée de l'action (temps de transport compris). Autrement dit, seule la rémunération mensuelle correspondant à la période de formation est prise en compte. Est donc exclu tout élément de rémunération correspondant à une période plus longue que la durée de l'action (ex : congés payés, 13e mois, prime de bilan).

Méthode n° 2 : Salaire théorique : fraction de la rémunération annuelle (primes & avantages compris)

Cette méthode intègre tous les éléments de rémunération à fréquence annuelle, y compris les primes et autres avantages, qu'ils soient légaux ou conventionnels : le salaire annuel ou théorique est égal à la somme de l'ensemble des rémunérations perçues par le salarié.

La formule de calcul est la suivante : *salaire annuel divisé par nombre total d'heures rémunérées dans l'année x nombre d'heures de stage effectuées (temps de transport non compris).*

Méthode n° 3 : Salaire médian

Il n'y a pas de calcul, le salaire médian s'obtient en appliquant à tout stagiaire en formation un salaire forfaitaire rapporté à la population réelle du grade ou de la classification (voir convention collective ou accord de l'entreprise).

Cette méthode est plus contraignante, elle nécessite la validation du comité d'entreprise et des services de contrôle de la formation professionnelle (l'avis du comité d'entreprise doit être joint à la demande).

ATTENTION

Pour les salariés intérimaires, les actions de formation mises en place dans le cadre d'un contrat de mission-formation se déroulent soit pendant un contrat de mission suspendu soit en dehors de toute mission.

Pour déterminer le salaire de la dernière mission ou de la mission en cours, il y a lieu de prendre en compte le salaire brut horaire de base, les primes présentant un caractère de généralité, de constance et de fixité (par exemple : 13ème mois) ainsi que, le cas échéant, les primes et indemnités liées à la réduction du temps de travail.

Ne sont pas prises en compte :

- Les primes et indemnités liées aux conditions de travail (par exemple travail de nuit, prime de froid, travail en équipe),
- L'indemnité de fin de mission,
- L'indemnité compensatrice de congés payés,
- Les remboursements de frais professionnels.

L'ICCP est versée à la fin du contrat de mission-formation dans les conditions prévues à l'article L. 1251-19 du code du travail. L'IFM n'est pas due en application de l'article L.1251-57 du code du travail.

Ligne d : Allocations de formation versées

Renseignez ici l'ensemble des allocations de formation versées pendant l'année pour les heures de formation réalisées hors temps de temps de travail par les salariés et non prises en charge par un OPCA, dans le cadre :

- du plan de formation (actions de catégorie 2 : développement des compétences),
- du droit individuel à la formation (DIF),
- ou d'une période de professionnalisation.

L'allocation de formation est égale à 50 % de la rémunération nette de référence du salarié concerné multiplié par le nombre d'heures de formation suivies en dehors du temps de travail.

Le salaire horaire de référence se calcule de la manière suivante :

Pour un salarié ayant une ancienneté de plus de 12 mois :

Total des rémunérations nettes versées au salarié au cours des 12 derniers mois précédant le début de la formation / nombre total d'heures rémunérées au cours de ces mêmes 12 derniers mois ;

Pour un salarié ayant une ancienneté inférieure à 12 mois

Montant de la rémunération nette versée au salarié / Nombre total d'heures rémunérées ;

Pour les salariés intérimaires

Sont prises en compte les heures rémunérées au titre de la mission en cours ou de la dernière mission ;

Pour les salariés au forfait jour

Le salaire horaire de référence pour l'allocation de formation est déterminé par le ratio entre la rémunération nette annuelle et la formule suivante : 151,67 heures x nombre de jours de la convention individuelle de forfait x 12 / 217 jours

Ligne e : Versements aux organismes paritaires collecteurs agréés au titre du CIF, de la professionnalisation et du DIF

Indiquez ici les montants correspondant aux contributions CIF et professionnalisation qui doivent obligatoirement être versées au FAF.TT. Il suffit d'additionner les montants des contributions calculés en lignes 5 et 9. La contribution due au titre du CIF CDD (1%) est retracée dans un cadre spécifique de la 2483: le cadre G. Elle ne doit pas être mentionnée en ligne e du cadre F.

Ligne f : Versement à un organisme collecteur agréé au titre de la professionnalisation et du DIF au bénéfice du FPSPP et imputé sur le plan

Indiquez le montant de la contribution FPSPP applicable sur le solde de la contribution plan de formation. Ce montant se trouve sur le reçu libératoire qui vous a été délivré.

Ligne g : Autres versements à un organisme paritaire collecteur agréé (plan de formation)

Indiquez dans la ligne g le montant hors TVA de votre versement plan de formation au FAF.TT, à l'exclusion des montants portés en lignes e, f et h. Ce montant se trouve sur le reçu libératoire qui vous a été délivré.

Ligne h : Autres versements, financements ou dépenses

Indiquez sur cette ligne le montant global des dépenses de formation éventuellement engagées dans les cas suivants et qui ne figurent pas sur les lignes précédentes :

Les versements effectués au titre du DIF à l'OPACIF lorsque ce dernier assure la prise en charge de l'action qui, dans l'exercice du DIF d'un salarié et durant deux exercices civils consécutifs, n'a pas été accepté par son employeur ou dans le cadre de la portabilité ;

- Versements complémentaires à un Opacif au titre de deux refus consécutifs de DIF
Il s'agit des versements effectués par l'entreprise à l'OPACIF lorsqu'il y a désaccord sur le choix d'une action de formation, pendant deux exercices civils consécutifs, dans le cadre du DIF. Si le salarié a obtenu une prise en charge financière de l'OPACIF, l'entreprise doit lui verser :
 - le montant de l'allocation de formation, 50 % du salaire net de référence ;
 - le coût des frais de formation correspondant aux droits ouverts au titre du DIF sur la base du taux conventionnel applicable aux contrats de professionnalisation ou à défaut 9,15 € de l'heure.
- Versements au titre de la portabilité du DIF dans le cadre d'un licenciement
En cas de licenciement non consécutif à une faute lourde, un salarié peut utiliser son DIF, ou en faire la demande d'utilisation pendant sa période de préavis. L'entreprise aura versé une somme correspondant au solde du nombre d'heures acquises au titre du DIF et non utilisées, multiplié par 9,15 euros pour financer le coût pédagogique de l'action de formation, VAE ou bilan de compétences. Dans ce cas, elle pourra imputer sur cette ligne le montant de ce versement complémentaire s'il a été versé à l'organisme de formation en 2013.

Les versements effectués au titre d'une taxe fiscale (anciennes « taxes parafiscales ») affectée à la formation professionnelle continue et versements assimilés;

Les entreprises soumises aux taxes suivantes peuvent les inscrire sur cette ligne :

- la cotisation allouée au Comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP) pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics,
- la cotisation destinée à l'Association pour le développement des actions de formation professionnelle dans les transports (AFT) pour les entreprises de transport routier,
- la cotisation versée à l'Association nationale pour la formation automobile (Anfa) pour les entreprises de réparation automobile, cycles et motocycles,
- la contribution aux frais de fonctionnement de l'École nationale d'assurances (ENA) à proportion du montant fixé par arrêté pour les entreprises des assurances.

La part de la contribution pour frais de chambre de commerce et d'industrie affectée à la formation professionnelle continue;

Vous pouvez imputer sur votre participation à la formation continue, la part des "frais de CCI" payée effectivement et affectée aux actions de formation continue. La part déductible correspond au montant versé au titre des « frais de CCI » multiplié par le pourcentage affecté pour l'année 2013 par votre CCI à la formation professionnelle.

Les versements pour le financement d'actions de formation au bénéfice de travailleurs privés d'emploi;

Le versement pour le financement des actions de formation au bénéfice de travailleurs privés d'emploi, organisées dans des centres de formation conventionnés par l'État ou par les régions est déductible de l'obligation de participation au financement de la formation professionnelle continue de l'entreprise. Il est affecté aux frais de fonctionnement des actions de formation concernées et fait l'objet de la délivrance d'un reçu libératoire par l'organisme de formation.

Pour être déductible de l'obligation légale, ce versement doit intervenir avant la fin du cycle de formation et entre le 1er janvier 2013 et le 1er mars 2014.

ATTENTION

les actions de formation que l'entreprise organiserait pour des demandeurs d'emploi dans ses propres locaux (demandeurs d'emploi effectuant un stage), ne sont pas déductibles de la participation et ne doivent pas figurer sur la déclaration 2483

Les dépenses d'équipement en matériel utilisé à des fins de formation et d'acquisition, de construction, d'aménagement de locaux affectés à la formation;

Les dépenses engagées par l'entreprise en équipement de matériel (*matériel de bureau, mobilier et matériel équipant les salles et ateliers servant à la formation, matériel pédagogique...*) sont déductibles dans la limite du prorata de l'annuité d'amortissement correspondant à l'utilisation du matériel à des fins de formation. Les dépenses d'amortissement des locaux pour acquérir, construire, ou aménager des locaux affectés exclusivement à la formation, sont prises déductibles dans la limite du prorata de l'annuité d'amortissement pour la part correspondant à l'utilisation du matériel à des fins de formation.

Les « frais annexes » de formation (transport, hébergement, restauration des stagiaires)

- Les frais de transport (pour les actions de formation exécutées sur le territoire national ou dans un pays de l'Union européenne)

Les dépenses de transport supportées par les stagiaires pour se rendre sur les lieux du stage sont déductibles lorsqu'elles sont exposées directement par l'entreprise ou remboursées par elle aux stagiaires. Ceci s'applique aux stages externes à l'entreprise, effectués en application de conventions ainsi qu'aux stages organisés par une entreprise dont les établissements sont dispersés. Quel que soit le moyen de transport utilisé, on déduira ces frais pour leur montant réel, sur justificatif ou sur la base des indemnités kilométriques (IK) au montant habituellement pratiqué par l'entreprise. En l'absence de règles définies par les textes, il apparaît souhaitable de se référer aux barèmes fiscaux.

- Les frais d'hébergement et de restauration pendant la durée de la formation

Ces dépenses sont déductibles sur justificatif dans la limite de cinq fois le minimum garanti (MG) par jour et par stagiaire.

Vous avez le choix entre deux options : prendre le taux du MG en vigueur à la date du stage donnant lieu à hébergement ou prendre le taux du MG applicable au 1er juillet de l'année pour l'ensemble des stages de l'année.

- les dépenses d'évaluation des besoins de formation;

vous pouvez indiquer le montant engagé au cours de l'année 2013 au titre des dépenses liées à l'évaluation des besoins en formation et de mise au point des plans de formation dès lors qu'elles ont été suivies d'une ou plusieurs actions de formation dans la même année (ou la suivante).

Les dépenses exposées pour la formation pédagogique des maîtres d'apprentissage;

Les dépenses pédagogiques de formation des maîtres d'apprentissage à l'exercice de leur mission sont déductibles sur cette ligne.

ATTENTION

La rémunération est comptabilisée en ligne c et non dans ce cadre.

Les salaires (et charges sociales correspondantes) maintenus aux membres des conseils, comités, commissions et jury d'examen ou de validation des acquis ;

Les dépenses (salaires chargés et éventuellement taxe sur les salaires ainsi que les dépenses de transport, d'hébergement et de restauration) relatives à la participation d'un salarié à un jury d'examen ou de VAE sont imputables sur cette ligne déduction faite d'une éventuelle prise en charge du FAF.TT.

Les dépenses de formations des bénévoles et des personnes en service civique des organismes coopératifs, associatifs ou mutualiste.

Ligne i : Subventions publiques effectivement perçues en 2013

Si vous avez reçu des subventions de la part des Pouvoirs publics (Europe, Etat, Collectivités territoriales...) au titre de la formation professionnelle continue en 2013, celles-ci doivent être déduites du montant des dépenses de formation. Il s'agit notamment des subventions publiques reçues en 2013 dans le cadre des engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) et du Fonds social européen (FSE).

ATTENTION

Les aides accordées par l'État, Pôle emploi, ou l'Agefiph pour l'embauche de contrats de professionnalisation ne sont pas considérées comme des subventions publiques. Elles ne sont pas à déclarer et elles n'apparaissent pas dans la déclaration 2483.

Ligne 12 : Montant total des dépenses effectivement consenties

Il s'agit de l'ensemble des dépenses effectivement consenties dans le cadre de la formation professionnelle continue. Additionnez toutes les dépenses et versements déclarés aux lignes précédentes (a à h) sans omettre de retrancher les subventions que vous avez perçues en 2013 (ligne i).

Ligne a + b + c + d + e + f + g + h - i = ligne 12

Ligne 13 : Excédent de dépenses

L'excédent de dépenses est constaté si en faisant la soustraction entre les dépenses consenties ligne 12 et le montant de la participation à la formation professionnelle de l'entreprise ligne 11, on obtient un nombre positif.

Ligne 12 - ligne 11

Vous pourrez utiliser cet excédent de dépenses l'année prochaine pour combler une éventuelle insuffisance de dépenses par le mécanisme des excédents reportables.

Ligne 14 : Insuffisance de dépenses

L'insuffisance de dépenses est constaté si en faisant la soustraction entre le montant de la participation à la formation professionnelle de l'entreprise ligne 11 et les dépenses consenties ligne 12, on obtient un nombre positif.

Ligne 11 - ligne 12

Ligne 15 : Montant des excédents reportables de 2010, 2011 et 2012

Les excédents reportables dégagés au cours des trois années précédentes peuvent compenser une éventuelle insuffisance de versement constatée pour l'année ou être déduits de la participation à la formation professionnelle continue due au titre de l'année 2013.

Les excédents utilisables au titre de l'année 2013 sont ceux de 2010, 2011 et 2012 calculés dans le cadre I. Ce montant est celui figurant dans le cadre I à la ligne « Total » de la colonne 4.

ATTENTION

Les excédents dont disposent les personnes en cas de cession de fonds de commerce, fusion ou apport partiel d'actifs ne peuvent être transférés au cessionnaire ou à la société qui reçoit l'apport. De même en cas de mise en location gérance libre, les excédents du bailleur ne peuvent pas être transférés au gérant libre. Les sociétés nouvelles issues d'une scission ne peuvent également pas bénéficier des excédents reportables du titulaire de la société scindée.

Ligne 16 : Insuffisance non compensée par les excédents reportables

Si l'insuffisance des dépenses de 2013 n'a pas été compensée par des excédents reportables, elle est reportée sur cette ligne. **Cette insuffisance peut faire l'objet d'un versement au FAF.TT avant l'envoi de votre déclaration 2483.** A défaut, elle fera l'objet d'un versement au Trésor public et devra être reportée en ligne 24 du cadre H. *Ligne 14 - ligne 15*

Si aucune insuffisance n'est constatée, il convient d'indiquer le chiffre zéro.

X. Cadre G - Financement du CIF des personnes titulaires d'un CDD

Ce cadre a pour objet le calcul de la contribution au titre du congé individuel de formation pour les salariés en contrat à durée déterminée égale à 1% la masse salariale brute 2013 de ces derniers. Cette contribution est à verser au FAF.TT avant le 1er mars 2014 au titre de la contribution 2013.

G	FINANCEMENT DES CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION DES TITULAIRES DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE (CDD)	
	Montant des rémunérations versées aux titulaires de CDD	17
	Montant de l'obligation incombant à l'employeur : (ligne 17 x 1%).....	18
	Versement à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (CIF)	19
	Insuffisance éventuelle : [(ligne 18) - (ligne 19)] (à reporter ligne 24).....	20

Ligne 17 : Montant des salaires versés aux titulaires de CDD

Indiquez la masse salariale des salariés en CDD en 2013. Ne sont pas pris en compte dans l'assiette :

- Les CDD transformés en CDI la même année civile (soit en 2013)
- les contrats d'apprentissage
- les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE-CUI)
- les contrats de professionnalisation
- les contrats d'avenir
- les contrats spécifiques formation des saisonniers
- les anciens contrats de qualification et d'orientation aujourd'hui achevés
- les contrats emploi consolidé
- les contrats des intermittents du spectacle pour les entreprises relevant de l'Afdas
- les contrats des sportifs professionnels dans le secteur d'activité du sport professionnel.

Ligne 18 : Montant de l'obligation incombant à l'employeur

Pour obtenir le montant de la contribution CIF CDD, il s'agit de faire l'opération suivante : *Ligne 17 x 1%*

Ligne 19 : Versement à un organisme paritaire agréé au titre du congé individuel de formation

Vous avez, en principe, versé cette contribution "1 % CIF-CDD", au FAF.TT avant le 1er mars 2014. Il suffit de reporter le montant qui se trouve sur votre reçu libératoire.

Ligne 20 : Insuffisance éventuelle

L'insuffisance est constatée si en faisant la soustraction entre le montant de la contribution CIF CDD de l'entreprise ligne 18 et le montant qu'elle a réellement versé au FAF.TT ligne 19, on obtient un nombre positif. Si le versement effectué au FAF.TT en ligne 19 est égal ou supérieur au montant de votre participation en ligne 18, il n'y a rien à inscrire sur cette ligne. En revanche, si vous constatez une insuffisance, vous devez la mentionner sur cette ligne. Ce montant devra être reporté en ligne 24 du cadre H "Versements au Trésor public". Le versement à effectuer au Trésor public sera doublé (les excédents reportables ne peuvent pas être mobilisés sur cette contribution).

XI. Cadre H - Versements au Trésor public incombant à l'employeur

Ce cadre récapitule les insuffisances de versement constatées au titre des différentes contributions dans les précédents cadres.

H	VERSEMENTS AU TRÉSOR PUBLIC INCOMBANT À L'EMPLOYEUR	
	Insuffisance de participation au financement de la professionnalisation et du DIF (report ligne 10)(H01)	21
	Versement de régularisation suite à résorption de conventions de formation échues au 31 décembre 2013	22
	Versement pour défaut de consultation du comité d'entreprise (ligne 11 x 50%).....(H02)	23
	Insuffisance de versement au bénéfice du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et imputable sur le plan de formation.....	23bis
	Total de l'insuffisance de participation (report de la ligne 6 + report de la ligne 16 + (report de la ligne 20 x 2))	24
	Total du versement à effectuer au Trésor public : lignes 21 à 24.....	25

Ligne 21 : Insuffisance de participation au financement de la professionnalisation et du DIF

Reportez le montant que vous avez calculé en ligne 10 du cadre E.

Ligne 22 : Versement de régularisation suite à résorption de conventions de formation échues au 31 décembre 2013

Lorsqu'à l'expiration d'une convention pluriannuelle, les dépenses engagées par l'organisme de formation sont d'un montant inférieur aux versements effectués par l'entreprise, il y a lieu à résorption de l'excédent et à régularisation : remboursement à l'entreprise de ce trop-perçu et versement au trésor public de cette somme. Le montant de la régularisation correspond aux versements effectués pour des formations qui n'ont finalement pas eu lieu à l'expiration desdites conventions. En l'espèce, il s'agit de conventions venues à échéance au 31 décembre 2013. Indiquer le résultat de l'opération suivante :

Montant engagé dans le cadre de la convention pluriannuelle échue au 31/12/2013 - Dépenses effectivement réalisées

Ligne 23 : Versement pour défaut de consultation du comité d'entreprise

L'entreprise de 50 salariés et plus qui omet de consulter le comité d'entreprise sur la formation est redevable d'un versement au Trésor public. Le défaut de consultation du comité d'entreprise entraîne une majoration de 50 % de la totalité de l'obligation. Ainsi, si la case « Je ne peux justifier du respect de l'obligation prévue à l'article L. 6331-12 du Code du travail » a été cochée au bas du recto de la déclaration 2483, ce versement se calcule de la manière suivante :

Montant de la participation ligne 11 x 50%

Ligne 23 bis : Insuffisance du versement au bénéfice du FPSPP et imputable sur le plan de formation

En cas d'insuffisance ou de non-versement de la contribution FPSPP au FAF.TT au titre de la professionnalisation et du DIF, indiquez le montant de cette insuffisance ou de ce non versement. L'insuffisance se calcule de la façon suivante :

Montant de versement qui aurait dû être effectué en tenant compte de l'accord de répartition de la contribution FPSPP sur les contributions plan de formation et professionnalisation - montant inscrit ligne f.

Ligne 24 : Total de l'insuffisance de participation

Reportez l'insuffisance de dépenses non compensée par les excédents reportables et constatées aux lignes 6 (insuffisance de versement au titre du CIF), 16 (insuffisance au titre du plan de formation) et 20 (insuffisance au titre du CIF CDD). Le montant de la ligne 20 est à ce titre doublé.

Ligne 6 + ligne 16+ (ligne 20x2)

Ligne 25 : Total du versement à effectuer au Trésor public

Additionner les lignes 21 à 24 : la somme ainsi obtenue doit être versée au Trésor public.

Ligne 21 + ligne 22 + ligne 23 + ligne 23 bis + ligne 24

XII. Cadre I - Calcul des excédents reportables

Le tableau du cadre I permet de déterminer les excédents reportables au titre des années 2010, 2011 et 2012. Il convient, ainsi, de se munir des déclarations fiscales des années précédentes afin de renseigner ce tableau.

I EXCÉDENTS REPORTABLES (voir notice)			
Année d'origine des excédents de dépenses	Excédents de dépenses reportables sur la participation de l'année 2012	Excédents de dépenses mentionnés colonne 2 effectivement imputés sur la participation de l'année 2012	Sommes restant à imputer sur la participation de l'année 2013 (col. 2 – col. 3)
1	2	3	4
2010	a)	c)	
2011	b)	d)	
2012	»	»	e)
		TOTAL	

Ligne a : indiquez les excédents dégagés au titre de l'année de participation 2010 reportables sur l'année de participation 2012 (ligne 2010 de la colonne 4 du cadre I de la déclaration 2012).

Ligne b : indiquez les excédents dégagés au titre de l'année de participation 2011 reportables sur l'année de participation 2012 (ligne 2011 de la colonne 4 du cadre I de la déclaration 2012).

Ligne c : correspond à la différence entre la ligne 14 du cadre F de la déclaration 2012 et la ligne 2009 de la colonne 4 du cadre I de ladite déclaration. En limiter le montant à celui de la ligne a de la colonne 2 du présent cadre si elle est supérieure. Dans le cas où la différence est négative, porter le chiffre zéro.

Ligne d : correspond à la différence entre la ligne 14 du cadre F de la déclaration 2012 et le total des lignes 2009 et 2010 de la colonne 4 du cadre I de ladite déclaration. En limiter le montant à celui de la ligne b de la colonne 2 du présent cadre si elle est supérieure. Dans le cas où la différence est négative, porter le chiffre zéro.

Ligne e : correspond à la ligne 13 du cadre F de la déclaration 2012. Si l'entreprise a des excédents, le montant est à reporter en ligne 15 du cadre F.

ATTENTION

Les excédents dont disposent les personnes en cas de cession de fonds de commerce, fusion ou apport partiel d'actifs ne peuvent être transférés au cessionnaire ou à la société qui reçoit l'apport.

De même en cas de mise en location gérance libre, les excédents du bailleur ne peuvent pas être transférés au gérant libre. Les sociétés nouvelles issues d'une scission ne peuvent également pas bénéficier des excédents reportables du titulaire de la société scindée.





FONDS D'ASSURANCE FORMATION DU TRAVAIL TEMPORAIRE

14 RUE Riquet – 75940 PARIS CEDEX 19
Tél : 01 53 35 70 00

www.faftt.fr